

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 12 MAI 2017

SOMMAIRE

- 1) Mélenchon ouvre le bal !
- 2) Dent pour dent
- 3) En Val-de-Marne il tend la main...
- 4) Le combat avec le PS commence
- 5) Retour à la case départ pour Valls
- 6) Une incroyable similitude...
- 7) Le PS à l'agonie...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Val-de-Marne : Mélenchon lance la campagne des législatives à Villejuif



Paris (Xe), ce dimanche soir. Jean-Luc Mélenchon lancera la campagne des législatives lors d'une convention qui se tiendra ce samedi à Villejuif.

La France Insoumise et le PCF se sont donnés jusqu'à ce mardi pour sceller un accord national partiel sur une cinquantaine de circonscriptions.

C'est donc à Villejuif (Val-de-Marne), longtemps l'un des étendards du communisme municipal en France, que Jean-Luc Mélenchon lancera ce samedi la campagne des législatives pour la France Insoumise. Le symbole d'une déclaration de guerre avec le PCF ? «Non, il n'y a pas de message politique, c'est une question de location de salle», répond le porte-parole, François Cocq.

La France Insoumise et le PCF se sont donnés jusqu'à ce mardi pour sceller un accord national partiel sur une cinquantaine de circonscriptions. Dans la balance, deux concernent le Val-de-Marne : la 10e (Ivry-Le Kremlin-Bicêtre) qu'aspire à reprendre le PCF avec Pascal Savoldelli et la 2e (Créteil) où François Cocq se présente. Dans les autres circonscriptions, chacun partira de son côté. Au grand regret de certains militants. Dans la 11e (Arcueil, Cachan, Villejuif), notamment.

Le collectif citoyen Front de Gauche de Villejuif, a lancé une pétition samedi midi, déjà noircie par près de 100 signatures. «Nous devons poursuivre l'élan des 7 millions d'électeurs au premier tour, estime Sandra Da Silva Pereira (PCF), membre du comité et élue municipale d'opposition à Villejuif. Sur le terrain, les gens nous le disent et ça me semble important. Question de cohérence. Pourquoi partir divisés alors qu'on a voté pour le même candidat le 23 avril ?»

leparisien.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

Législatives : Pierre Laurent (PCF) enterre tout accord avec Mélenchon

Pauline Graulle

Les candidats communistes et France insoumise pourraient se présenter les uns contre les autres en juin prochain.

Les élections législatives s'annoncent comme un désastre à la gauche du PS. Alors qu'un conseil national du Parti communiste aura lieu, samedi, pour entériner les candidatures aux législatives, Pierre Laurent, son secrétaire national a affirmé qu'un accord entre la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon et le PCF n'avait pas lieu d'être. Autrement dit, que les communistes et les « Insoumis » se présenteront les uns contre les autres dans la France entière, rendant de fait quasi impossible toute victoire...

Dans le supplément CommunisteS, encarté dans l'Humanité du 11 janvier mais édité par le PCF (consultable ici), le journaliste et historien Gérard Streiff rapporte ainsi les propos du numéro un du PCF lors d'une rencontre des secrétaires fédéraux du parti, le 4 janvier, place du Colonel-Fabien :

Pierre Laurent [a rappelé] qu'il n'a jamais été question d'accord pour les législatives avec France insoumise, et il n'y en aura pas. Ce qui est primordial aujourd'hui pour les communistes, c'est d'apparaître nationalement dans toutes les circonscriptions. [...] Il faut aller à la bataille dans un esprit constructif, en appelant à voter Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, et pour les candidats soutenus par les communistes aux législatives.

En dépit du fait que les communistes ont voté, fin novembre, pour soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle (lire ici), les relations restent pour le moins tendues entre les anciens alliés du Front de gauche. Le PCF a distribué, lors de sa cérémonie de vœux, un programme différent de celui de Jean-Luc

Mélenchon. Intitulé « La France en commun », il arbore sur sa couverture le logo de feu le Front de gauche et la mention « l'Humain d'abord ! », le nom du programme élaboré par le Parti de gauche et le PCF pour la présidentielle de 2012, mais l'esprit unitaire n'y est plus.

Si Pierre Laurent était au premier rang lors des vœux de Jean-Luc Mélenchon la semaine dernière (lire ici), l'absence de Jean-Luc Mélenchon, à la cérémonie de vœux du patron du PCF, lundi, en disait long sur le malaise.

par Pauline Graulle

politis.fr

II) Les socialistes candidats sous étiquette La République en marche affronteront un candidat PS



(ISA HARSIN/SIPA)

Jean-Christophe Cambadélis a affirmé aujourd'hui devant le bureau national du parti que les socialistes qui choisiraient d'être candidats aux législatives sous l'étiquette La République en marche devraient affronter un candidat soutenu par le PS, selon plusieurs participants.

"Il n'y aura pas de candidats avec deux étiquettes différentes. Ceux qui se présentent avec l'étiquette En Marche! auront un candidat (PS, NDLR) face à eux, c'est ce qu'a dit Jean-Christophe

Cambadélis", a affirmé à la presse le député Pascal Cherki, proche de Benoît Hamon, à la sortie de la réunion.

"Il a été assez clair qu'à partir du moment où il y avait un candidat investi par le Parti socialiste ou supposé investi par le Parti socialiste qui prenait une autre étiquette, comme par exemple En Marche!, il ne pouvait plus être candidat du Parti socialiste et était susceptible d'avoir un candidat du Parti socialiste face à lui", a expliqué le député européen Guillaume Balas, également proche de Hamon.

"Nous avons décidé de présenter 577 candidats socialistes dans toute la France (...) Le Premier secrétaire du PS vous le reconfirmera tout à l'heure", a affirmé la ministre de l'Education, Najat Vallaud-Belkacem.

Cette mise au point visait à l'évidence Manuel Valls, qui a affirmé ce matin qu'il serait "candidat de la majorité présidentielle" en juin et qu'il souhaitait "(s)'inscrire" dans le mouvement d'Emmanuel Macron.

Pour l'heure, la circonscription de Manuel Valls, la première circonscription de l'Essonne, est gelée.

Le PS doit rassembler cet après-midi à Paris ses candidats aux législatives.

(Avec AFP)



MAIS AUSSI

Législatives: En Marche! déjà en tête des intentions de vote

Par L'EXPRESS.fr avec AFP



En Marche! apparaît déjà comme le favori des élections législatives de juin. Photo d'illustration: Jean-Paul Delevoye préside une réunion de la commission d'investiture du mouvement, en février 2017.afp.com/THOMAS SAMSON

Les partisans du nouveau président recueilleraient 24 à 26% des intentions de vote, selon deux sondages. Derrière eux, Les Républicains et le FN seraient au coude-à-coude.

Aussitôt les résultats des élections présidentielles connus, il est déjà temps d'anticiper la nouvelle campagne, celle des législatives des 11 et 18 juin. Maintenant qu'Emmanuel Macron est élu, avec quelle majorité parlementaire va-t-il devoir composer? Au regard des tout premiers sondages publiés ce dimanche soir, il semble pouvoir espérer une large part de députés rangés derrière lui.

Le mouvement qu'il faudra désormais appeler La République En Marche! arrive en effet en tête des intentions de vote pour le premier tour des élections législatives, le 11 juin, selon deux sondages Kantar Sofres-Onepoint et Harris Interactive, avec entre 24% et 26% des intentions de vote, soit un score égal ou supérieur à Emmanuel Macron lui-même au premier tour des présidentielles.

Le PS toujours distancé

Ces mêmes projections donnent Les Républicains deuxièmes. Ils peuvent espérer revenir assez fort bien que derrière le mouvement du nouveau président. Tout juste derrière, le Front national pourrait entrer en force à l'Assemblée nationale, tandis que le Parti socialiste, largement distancé

par la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, confirmerait sa déroute électorale.

Selon Kantar Sofres Onepoint pour TF1-RTL-LCI, derrière En Marche (24%), les Républicains (22%), le Front National (21%), et la France Insoumise (15%), viennent le PS (9%), EELV (3,5%), Debout la France (2,5%) l'extrême gauche (2%) et le PCF (1%).

Selon Harris Interactive pour M6, derrière En Marche (26%) les Républicains (22%), le Front National (22%), et la France Insoumise (13%), viennent le PS (8%), EELV (3%), Debout la France (3%), le PCF (2%) et l'extrême gauche (1%).

Projections hasardeuses

Mais toute projection à partir de la présidentielle est périlleuse en raison de la recomposition politique en cours, avec des changements d'étiquette possibles jusqu'à la date limite de dépôt des candidatures le 19 mai.

L'enquête Harris Interactive a été réalisée en ligne dimanche 7 mai entre 20h05 et 20h40 auprès de 2.376 personnes inscrites sur les listes électorales, selon la méthode des quotas et avec une marge d'erreur de 1,0 à 2,3 points. L'enquête Kantar Sofres Onepoint a été réalisée en ligne les 4 et 5 mai, avec l'hypothèse de la victoire d'Emmanuel Macron à la présidentielle, auprès de 1.507

personnes, selon la méthode des quotas.



III) Val-de-Marne : le PCF tend encore la main à la France insoumise

Marion Kremp @marionkremp



Bonneuil, 2014. Fabien Guillaud-Bataille, secrétaire départemental du PCF 94 (au centre) dénonce l'irresponsabilité de la France insoumise à refuser des accords de désistements mutuels pour les législatives dans le département. LP/A.V.

Après l'annonce par la France insoumise qu'il n'y aurait pas d'accord national avec le PCF, les communistes du département espèrent trouver un terrain d'entente pour les législatives.

Ils étaient prêts à abandonner l'investiture dans la 2e circonscription du Val-de-Marne au candidat de Jean-Luc Mélenchon. Le PCF 94 a essuyé une fin de non-recevoir tard ce mardi soir de la part du bureau national de la France insoumise. Il n'y aura pas d'accord de désistement mutuel ni au niveau national, ni sur les terres historiquement communistes du département.

Porté par ses 7 millions d'électeurs du premier tour de la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon envisagerait donc une victoire aux législatives uniquement sous la bannière de la France

Insoumise. Déçus, les communistes du département se disent avant tout « inquiets » :

« Nous notons la rupture unilatérale des discussions décidée par la France insoumise, cette décision est irresponsable et dangereuse pour l'avenir des habitants du département comme du pays », martèle le secrétaire départemental du PCF, Fabien Guillaud-Bataille.

Pourtant, les communistes laissent la porte grande ouverte et ne désespèrent pas qu'un accord puisse être trouvé avant le dépôt officiel des candidatures le 19 mai. « Comme nous sommes opiniâtres nous renouvelons notre offre et nous sommes prêts à discuter sur l'ensemble des circonscriptions et à faire des efforts pour permettre de mettre en minorité Emmanuel Macron sur le département », propose toujours le responsable des communistes du département.

Dans un communiqué, le directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon, Manuel Bompard a quant à lui voulu rappeler les déclarations contradictoires du chef de file des communistes Pierre Laurent : « Ainsi donc, tour à tour, la direction du PCF a rejeté tout accord national, puis a demandé 50 % des circonscriptions, puis un échange de 20 circonscriptions, puis de 13, puis a rompu ».

La semaine dernière, François Cocq, porte-parole de Jean-Luc Mélenchon et candidat dans la 2e circonscription du Val-de-Marne déclarait : « Nous avons un désaccord politique de fond et la répartition politique du territoire n'est pas notre conception ».

leparisien.fr

IV) La France insoumise de Mélenchon vise l'hégémonie à gauche

Par christophe Gueugneau

Fort de ses sept millions de voix au premier tour de la présidentielle, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon partira sans le PCF aux législatives. L'ancien candidat se présente à

Marseille face au socialiste sortant Patrick Mennucci. La rupture avec l'allié communiste est consommée et le combat avec le PS est engagé.

« Monsieur Pierre Laurent ment ! » Par une phrase sèche, mercredi matin, Jean-Luc Mélenchon a acté pour de bon le désaccord de son mouvement, La France insoumise, avec le Parti communiste français et son secrétaire national. Les deux formations partiront chacune de son côté pour les élections législatives. Après de longues séances de négociations infructueuses et tendues, les événements se sont précipités mardi.

https://youtu.be/GBs_UqIwfpY

Au lendemain d'une énième réunion, Pierre Laurent a convoqué la presse mardi pour « renouveler avec gravité mais un peu de colère » son « appel à la France insoumise, pour que nous allions le plus largement possible ensemble sous une bannière commune ». Cet accord est « la condition de l'élection d'un maximum de députés », insistait le leader communiste, qui annonçait dans le même temps la tenue, jeudi soir à Paris, d'une réunion publique de présentation de ses candidats à la députation.

Il n'en a pas fallu plus que pour que La France insoumise ne voie rouge. Manuel Bompard, directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon et lui-même candidat aux législatives à Toulouse, publie dans la soirée un communiqué dans lequel il accuse Pierre Laurent d'avoir « décidé de rompre les discussions ». « Je le déplore. Mais je ne suis pas surpris », ajoute Bompard. « Cette rupture, ni moi, ni la direction du PCF, ne l'avons ni décidée, ni souhaitée », répond Laurent dans un autre communiqué mardi soir, « ceux qui affirment le contraire mentent et cherchent à se dédouaner de leurs responsabilités ».

Au jeu du « c'est pas moi c'est l'autre », Jean-Luc Mélenchon réplique à son tour mercredi matin sur BFM TV. Des communistes, affirme l'ancien candidat à la présidentielle, « la France insoumise en a déjà investi, écoutez-moi bien les gens, dix.

Il y a des accords avec deux fédérations communistes, celle de l'Ariège et celle des Deux-Sèvres. Vous voyez bien que je ne bloque d'aucune façon ».

Mercredi après-midi, Pierre Laurent est invité à répondre à la réponse de la réponse. Le secrétaire national du PCF tente de se montrer sous un jour un peu plus arrangeant, et déclare « espérer que [cette rupture] n'est pas définitive ». « J'espère que les négociations reprendront au plus vite », ajoute-t-il sans grande conviction.

Le 23 avril, à l'occasion du premier tour de la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon est arrivé en tête dans 67 circonscriptions législatives et certaines grandes villes comme Montpellier, Lille, Toulouse, Grenoble ou Marseille, et deuxième dans 167 autres. Le candidat a dépassé le seuil des 12,5 % des inscrits (requis pour se maintenir au second tour) dans 451 circonscriptions. Une situation exceptionnelle pour la gauche hors PS.

Comme en 2012 à Hénin-Beaumont (où il défia en vain Marine Le Pen), le héraut insoumis a décidé de se jeter lui-même dans la bataille législative. Selon Le Monde et Marsactu, le candidat, en déplacement jeudi à Marseille, va confirmer son choix pour la quatrième circonscription. C'est ici qu'il a réalisé le 23 avril son meilleur score : 39,09 %. Marine Le Pen n'arrivait dans cette circonscription qu'en troisième position avec 14,36 % des voix, derrière Emmanuel Macron (21,81 %). Et c'est non loin de cette circonscription qu'il avait tenu l'un des plus gros meetings en plein air de sa campagne.



Le rassemblement de la France insoumise sur le Vieux Port à Marseille, avec Jean-Luc Mélenchon, le 9 avril 2017 © CG

Mercredi matin sur BFM, Jean-Luc Mélenchon s'était contenté de juger « assez probable » son atterrissage marseillais. Son équipe avait simplement confirmé que l'option était à l'étude. Dans un courrier publié dans l'après-midi par Marsactu, Mélenchon envoie un « message personnel » aux Insoumis marseillais. Il y affirme avoir été « convaincu » par les animateurs nationaux de La France insoumise de présenter sa candidature dans la cité phocéenne.

« On ne veut pas de soupe de logos »

Problème tout de même, un candidat France insoumise était déjà désigné dans cette circonscription. Gérald Souchet, professeur de sciences économiques et sociales de 43 ans, n'a pas vraiment apprécié l'initiative et l'a dit dans Le Monde : « J'ai dit à Jean-Luc Mélenchon qu'une candidature dans cette circonscription serait une très mauvaise idée. Il faut prendre en compte la réalité marseillaise. Le FN n'est pas fort ici et symboliquement, il n'a rien à gagner à battre un socialiste. Je pensais qu'il se présenterait dans la 3e où il y a un vrai défi avec le Front national. Mais son équipe est traumatisée par l'échec de 2012 à Hénin-Beaumont. »

Quant à son adversaire socialiste, Patrick Mennucci – qui connaît bien Mélenchon depuis la création du courant de la Gauche socialiste à la fin des années 1980 au PS –, il juge que son ancien camarade « clarifie sa vision de la démocratie. Après avoir tenu des grands discours sans grande précision sur la VIe République, nous découvrons maintenant qu'en réalité, elle consiste en une reproduction en pire de la vieille politique : parachutage, petits arrangements pour son propre intérêt, manœuvre dans le microcosme politique marseillais ».

Et Mennucci de poursuivre : « En venant dans la seule circonscription de l'arc méditerranéen où le Front national n'a aucune chance d'être au second tour, où la droite ne peut l'emporter (10,8 % au premier tour de la présidentielle), il montre que son seul combat, le sens de son engagement politique est le combat gauche contre gauche. »

Patrick Mennucci a sans doute raison. Depuis le résultat de La France insoumise au premier tour, plusieurs interlocuteurs du mouvement de Jean-Luc Mélenchon se sont entendu dire que le but à présent était de s'imposer comme la seule force de gauche contre Emmanuel Macron.

L'intransigeance avec le PCF, mais aussi avec EELV qui avait tenté une approche, va dans ce sens : assurer l'hégémonie de La France insoumise. « Nous avons reçu une fin de non-recevoir de La France insoumise puisque son exigence, c'est la soumission », a regretté vendredi dernier David Cormand, secrétaire national d'EELV.

S'estimant récompensés de leur stratégie d'indépendance totale du PS depuis 2012, ainsi que de leur discours « hors partis », Mélenchon et La France insoumise entendent continuer à profiter des incohérences et des tergiversations de leurs concurrents à gauche, quand, eux, ne s'encombrent plus avec des discussions d'appareils jugées stériles, voire issues d'un « vieux monde » qu'ils entendent remplacer.

Une volonté qui ne colle décidément pas avec les communistes. Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, rappelle que pour son parti, « il n'a jamais été question de voir l'avenir politique à l'aune d'un seul individu. On ne se range derrière personne ». Dénonçant la « brutalité » et la « stratégie de démolition » de la FI, Dartigolles grince : « La France insoumise consulte pour le second tour mais par contre, la décision de rompre les négociations est prise par une poignée de personnes. Si Jean-Luc Mélenchon, plutôt que de monter dans les tours, prenait le temps de consulter ses électeurs, il verrait bien que l'unité est désirée. »

« On ne veut pas de soupe de logos et ce n'est pas juste un coup de com' », réplique Danielle Simonnet, coordinatrice du Parti de gauche et elle-même candidate aux législatives à Paris. « Le débat France insoumise contre gauche plurielle, on l'a tranché », poursuit celle qui s'est fait réélire en 2014 au Conseil de Paris à la tête d'une liste municipale opposée à une liste d'union PS-PCF-écologistes. Simonnet estime que le paysage politique se trouve aujourd'hui « dans une redéfinition totale » : « Est-ce qu'il faut mettre le vieux monde sous perfusion ? », s'interroge-t-elle.

Le conflit avec le PCF porte aussi sur des points plus prosaïques. Les communistes reprochent ainsi aux Insoumis d'avoir investi Alexis Corbière, porte-parole de Mélenchon pendant la campagne, à Montreuil, face à Gaylord Le Chequer, maire adjoint à l'urbanisme du communiste Patrice Bessac. Ils reprochent également l'investiture de Mathilde Panot, coordinatrice des groupes d'appui à la candidature de Jean-Luc Mélenchon, dans le Val-de-Marne, un des derniers bastions PCF, face à Pascal Savoldelli, responsable des élections du parti.

En face, La France insoumise reproche aux communistes leurs liens avec les socialistes. Par exemple à Paris. Mais aussi dans la Somme, dans le Jura ou dans les Landes, comme l'a précisé mercredi matin Manuel Bompard lors d'une conférence de presse. Dans ces trois départements, les communistes sont accusés

d'avoir passé des accords avec les socialistes.

beaucoup pour que cela devienne symbolique.

Communiqué de Stéphane Peu à propos des élections législatives.

mediapart.fr

COMMUNIQUÉ DE STÉPHANE PEU

Saint-Denis, le 9 mai 2017

Nous savons à quel point il existe un lien étroit entre les élections présidentielles et législatives. Or, je viens d'apprendre l'échec des négociations pour les élections législatives entre la direction du PCF et France Insoumise. Quelle déception et quel gâchis ! Je pense à ces milliers de personnes et de jeunes rencontrés ces derniers mois dans la formidable campagne de Jean-Luc Mélenchon. À Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis et Villetaneuse où le score réalisé a été de 43%, je ne me résignerai jamais à voir cette espérance brisée.

Je suis déçu mais également en colère. Je ne dispose pas des informations pour me permettre de juger de la responsabilité de cet échec au niveau national. Par contre, comme je n'ai cessé de le dire et de l'écrire à la direction du PCF, ces derniers jours, je considère que les propositions faites par elle concernant la Seine-Saint-Denis ne manifestaient pas une volonté d'aboutir à un accord.

Alors qu'Emmanuel Macron vient d'être élu Président de la République, toutes nos énergies doivent être mobilisées pour faire grandir une alternative progressiste au libéralisme. Il faut imposer à Macron une majorité d'élus de la Gauche Debout et Insoumise à l'Assemblée Nationale. Pour ce qui me concerne, je continuerai à unir et rassembler, et c'est dans cet esprit que je signerai la Charte de la France Insoumise. Je suis plus que jamais déterminé à agir pour une mobilisation citoyenne la plus large et à rassembler les habitants et les jeunes qui aspirent à l'égalité, à la dignité et qui veulent des élus qui les défendent.

Ma seule ambition pour les semaines qui viennent est de prolonger l'enthousiasme et l'espérance construits dans les quartiers populaires avec la campagne de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle.

MAIS AUSSI

Philippe Torreton : « Mélenchon a envoyé la gauche dans le mur »

par Yannick Delneste.



L'acteur, proche du Parti socialiste, ne décolère pas contre Jean-Luc Mélenchon qu'il avait exhorté, tout comme Benoît Hamon, à s'allier avant le 23 avril Dr



Manuel Bompard @mbompard
Communiqué de Stéphane Peu à propos des élections législatives. #franceinsoumise

Jean-Luc Mélenchon veut croire qu'il est le mieux placé pour remporter le bras de fer, fort de ses 7 millions de voix obtenus au premier tour de la présidentielle. Il peut déjà s'enorgueillir d'avoir avancé deux pions dans la partie d'échecs en cours.

À Nice, un candidat PCF a signé la charte de La France insoumise, a indiqué Manuel Bompard jeudi matin. Le même diffusait sur Twitter, quelques heures plus tôt, un communiqué de Stéphane Peu, candidat PCF à Saint-Denis, annonçant lui aussi qu'il s'appropriait à signer la charte.

Olivier Dartigolles minimise le mouvement : rappelant son « amitié » pour Stéphane Peu, le porte-parole estime que « ce cas de figure ne sera pas fréquent ». Il n'en faudrait cependant pas

L'acteur qui avait appelé Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon à s'entendre pour le premier tour de la présidentielle, dénonce « la morgue » du leader de la France insoumise; Il est en tournée en Gironde cette semaine

« C'est la deuxième fois qu'il emmène la gauche dans le mur », soupire Philippe Torreton au lendemain du second tour de l'élection présidentielle.

« L'acteur, proche du Parti socialiste, ne décolère pas contre Jean-Luc Mélenchon qu'il avait exhorté, tout comme Benoît Hamon, à s'allier avant le 23 avril. « Son plus grand ennemi semble vraiment être le PS. Ces gens-là n'entendent le collectif qu'en fonction d'eux-mêmes. »

Torretton se satisfait d'abord d'avoir « stoppé l'extrême droite, ces idées du tri sélectif de l'espèce humaine... stoppé temporairement », avant de dénoncer « les appels ambigus à faire barrage à Le Pen entre les deux tours, ce tortillage de fesses, ont une grande responsabilité dans un score de deuxième tour qui aurait dû être plus net. Avec un peu moins de morgue et de mépris, les 2% qui ont manqué à Mélenchon auraient été au rendez-vous. »

En tournée en Gironde

L'acteur est actuellement sur les routes de France avec « Mec », un spectacle où il dit les textes de l'auteur-chanteur Allain Leprest disparu en 2011, accompagné du percussionniste Edward Perraud. Il sera en Gironde en cette fin de semaine (au Haillan jeudi, à Arcachon vendredi) et le 2 juin à Rochefort (17).

<https://youtu.be/gyFE0EB4sFc>

sudouest.fr



V) Législatives 2017: Manuel Valls ne sera pas investi mais n'aura pas de candidat En Marche! contre lui

L'ancien premier ministre ne répond "pas aux critères" de sélection du mouvement d'Emmanuel Macron

LEGISLATIVES 2017 - Manuel Valls ne sera pas officiellement un candidat de la majorité présidentielle. L'ancien premier ministre, qui avait brigué l'investiture du mouvement En Marche! en vue des élections législatives, ne l'a pas obtenue. En cause: celui-ci ne "répond pas aux critères" édictés par Emmanuel Macron, notamment celui

d'avoir déjà cumulé au moins trois mandats parlementaires.

Cependant, a précisé ce jeudi 11 mai le secrétaire général du mouvement Richard Ferrand, le conseil d'administration d'En Marche! a décidé de ne pas présenter de candidat contre l'ancien premier ministre socialiste "pour ne pas donner l'impression de l'humilier". En résumé: "nous n'investissons pas l'intéressé mais nous ne lui opposons pas de candidat". Mais "on ne claque pas la porte au nez à un ancien Premier ministre qui a envie de nous rejoindre", a-t-il encore indiqué, insistant sur "la philosophie de rassemblement" qui anime le camp présidentiel.



Charles Platiau / Reuters

Richard Ferrand a également précisé que plusieurs députés socialistes sortants avaient postulé pour être investis par le mouvement présidentiel. Plusieurs ont vu leur candidature retoquée "et ils étaient nombreux", a indiqué le secrétaire général sans toutefois donner de noms.

Sollicité par la commission d'investiture, Emmanuel Macron a pu livrer son avis "sur quelques cas" sensibles.

52% de candidats issus de la société civile

S'agaçant des questions insistantes sur le sort réservé au député sortant d'Evry, Richard Ferrand a préféré insister sur l'effort de renouvellement d'En Marche!. Le secrétaire général du parti d'Emmanuel Macron, a annoncé l'investiture de 428 candidats de la République en marche, dont 52% sont issus de la société civile et avec une "parité réelle" hommes-femmes. Sur les 428 candidats investis sélectionnés à partir de "19.000 dossiers" déposés, il y a "52% de candidates et candidats issus de la société civile au sens qu'ils n'ont jamais exercé de mandat électif", a indiqué Richard Ferrand, au cours d'une conférence de presse. Il a aussi fait état d'une "parité réelle" avec 214 candidats femmes et 214 hommes.

VI) Macron-Sarkozy : le jeu des ressemblances

VIDÉO. Mimétisme. Gestes, posture, transgressions, vocabulaire... Les rapprochements entre Emmanuel Macron et Nicolas Sarkozy sont nombreux et troublants.

Par Saïd Marrante Le Point.fr

<https://dai.ly/x5lu3c0>

Ce n'est pas qu'une affaire de gimmicks : « Pardon de le dire » (Emmanuel Macron) ; « Je le dis comme je le pense » (Nicolas Sarkozy). Aussi étrange que cela puisse paraître, le candidat d'En marche ! apparaît de jour en jour comme le plus sarkozien des politiques. Hâtivement comparé à Valéry Giscard d'Estaing, il s'inscrit pourtant bel et bien dans cette filiation : primat de la volonté politique sur la technicité, déductions logiques, usage de mots étendards, mise en scène du courage physique, promesse de refondation, volonté d'émancipation, tension dans le verbe, appropriations historiques...

« Je suis venu pour créer les conditions d'une alternative crédible bien au-delà des clivages habituels, qui n'ont plus aucun sens. Nos formations politiques sont caporalisées, centralisées et ne correspondent en rien à ce que les gens attendent aujourd'hui », a déclaré Nicolas Sarkozy en 2014, au moment de son retour en politique, ajoutant vouloir fonder « une grande formation moderne » qui ferait la part belle à la société civile. D'aucuns y verront la définition même du mouvement En marche !, créé en 2016. Si les deux hommes, aux options politiques différentes, plaident pour une approche horizontale de l'engagement, ils n'en abandonnent pas pour autant une forme de verticalité, de transcendance, qu'ils érigent en principe de vie. Sarkozy : « Ce qui m'intéresse, ce n'est pas la religion, mais la transcendance. » Macron : « On a tous besoin de transcendance et il ne faut pas chercher à l'éradiquer. Parce que la chair est triste et qu'il nous faut quelque chose qui nous dépasse. » Tous deux sont les tenants d'un récit personnel qui porte haut leur propre mérite et qui a pour point d'orgue un acte fondateur, une rupture vis-à-

vis d'un leader auquel ils doivent beaucoup. C'est Jacques Chirac pour Nicolas Sarkozy, chiraquien dans le gouvernement Balladur avant la trahison de 1995 ; c'est François Hollande pour Emmanuel Macron – « Il m'a trahi avec méthode », dit de lui le président.

Clivage

Une attitude volontariste qui ne peut se faire sans la promesse d'un renouveau et la désignation d'un ennemi, d'une force tentaculaire et omnipotente, qui bride les initiatives et méprise le peuple. Son nom ? Le « système » ou les « élites ». « Parce qu'elle vient contrarier l'ordre établi, parce qu'elle inquiète le système et ceux qui sont tout en haut » : ainsi le candidat d'En marche !, énarque et ancien banquier, a-t-il présenté son initiative politique. « Je ne suis pas le candidat d'une petite élite française. Je veux être le candidat du peuple de France », a clamé l'ancien président de la République, lors de la primaire de la droite. Avant l'établissement de ce processus de désignation, Sarkozy, jadis partisan de l'ouverture, n'hésitait d'ailleurs pas à enterrer le clivage gauche-droite, comme le ferait aujourd'hui Macron.

« Il faut sortir du débat manichéen entre le peuple de gauche et le peuple de droite qui n'a plus aucun sens », disait-il en 2012. Une vision qui, par conviction ou tactique, se retrouve dans leur rapport à l'histoire de France, n'hésitant pas, l'un et l'autre, à faire fi des mythologies partisanes au moment de convoquer de grandes figures. Jaurès et Camus pour Sarkozy ; Jeanne d'Arc et le général de Gaulle pour Macron.

En 2013, après un cycle de conférences à l'étranger, l'ancien président s'était soudainement emparé de l'idée de progrès, marqueur de la gauche, dissertant sur le sujet devant des parlementaires, à la manière d'un « marcheur » : « Nous avons changé de siècle, nous ne pouvons pas porter une grille de lecture du XXI^e siècle avec les idéologies du XX^e siècle. Nous sommes le seul pays qui a peur du progrès. »

Dans le même registre, bien qu'étant un européen convaincu, Macron se dit « profondément patriote ». Un patriotisme qu'il oppose au nationalisme incarné par la famille Le Pen, que Sarkozy et lui se sont toujours enorgueillis d'affronter en débat, quand tant d'autres passent leur tour. Leur rapport au peuple est charnel, tactile, « amoureux », et aucun des deux ne dirait, à la manière de François Fillon à ses électeurs : « Je ne vous demande pas de m'aimer.

D'un point de vue rétinien, certains vont jusqu'à leur trouver de petites ressemblances physiques – front, pointe du nez, sourcils... – et quelques tics en commun...



VII) Le PS est-il mort ? Peut-être au regard de ces dix chiffres



@ Eric FEFERBERG / AFP

EN MARCHE FUNÈBRE - Pilier du paysage politique français pendant des décennies, le Parti socialiste risque-t-il de ne pas passer l'été (et les législatives) ? Les signes de déclin s'accumulent, après la lourde défaite de Benoît Hamon au premier tour et la difficulté du parti de se réinventer, coincé entre le centre d'Emmanuel Macron et la gauche de Jean-Luc Mélenchon.

Matthieu Jublin

Pendant un demi-siècle, la vie politique française s'est construite autour de deux partis, un de droite et un de gauche. Ce parti de gauche, le Parti socialiste, a connu la plus grande débâcle de son histoire, lors du premier tour de l'élection présidentielle. Né en 1971 au congrès d'Épinay des cendres de la SFIO, le PS entame en mai 2017 ce qui pourrait être son agonie. Les législatives vont-elles enterrer l'astre socialiste ? Voici 10 raisons de le penser.

6,36

6,36%, c'est le score de Benoît Hamon au premier tour de l'élection présidentielle de 2017. Vainqueur de la primaire après avoir largement battu Manuel Valls, le candidat du PS a illustré à lui seul l'impossibilité de sa formation à se réunir derrière le projet plébiscité par les électeurs de la primaire à gauche. Si elle n'a pas séduit une majorité de Français, la campagne de Benoît Hamon était également loin de faire l'unanimité au sein du PS. Au point que la chronique des trahisons a fini par rythmer la campagne du candidat, bon nombre se tournant vers le mouvement d'Emmanuel Macron, à l'instar de Manuel Valls. Ce qui ne manque pas de leur revenir tel un boomerang pour les législatives.

50

50, c'est le nombre de députés PS espéré, en "off" par certains caciques socialistes. "L'idée est de faire le gros dos pendant cinq semaines et de tenter de sauver 50 députés", confiait ainsi un "cadre du parti" dans L'Obs, ce mercredi. Rappelons que la plus grande débâcle qu'a connue le PS aux législatives date de 1993, quand seulement 52 députés socialistes avaient été élus.

1.655.619

1.655.619, c'est le nombre de votants à la primaire élargie organisée par le PS avant l'élection présidentielle. À comparer aux 2.661.231 électeurs de la primaire socialiste de 2011, après laquelle François Hollande est devenu le candidat du PS. Et à comparer aux 4.298.097 votants qui ont participé à la primaire de la droite et du centre.

140.000

140.000, c'est le nombre d'adhérents revendiqués perdus entre 2007 et 2016. Solférino revendiquait ainsi 260.000 détenteurs de carte PS en 2007, et n'en dénombrait plus que 120.000 en novembre 2016. En moins de 10 ans, le nombre d'adhérents socialistes a fondu comme neige au soleil. Ce qui n'empêchait pas Jean-Christophe Cambadélis d'annoncer à plusieurs reprises ces dernières années un objectif de 500.000 cartes PS en 2017.

42.300

42.300, c'est le nombre d'adhérents réels du Parti socialiste en novembre 2016, selon le Canard Enchaîné du 7 décembre. Alors qu'à la même époque, Jean-Christophe Cambadélis en

revendiquait trois fois plus, le journal révélait, lui, le nombre d'adhérents à jour de cotisation. Sans omettre de préciser qu'"heureusement, les statuts prévoient que d'autres militants puissent reprendre leur carte jusqu'au jour du vote portant sur les investitures aux législatives ».

160

160, c'est le nombre villes de plus de 10.000 habitants perdues par la gauche après les élections municipales de 2014. Entre 2008 et 2014, la gauche est passée de 509 à 349 communes contrôlées. Si la gauche ne se résume pas au Parti socialiste, seules les listes présentées par le PS et où celui-ci était inclus ont chuté, passant au niveau national de 36,25% à 25,69% au premier tour, remarque Libération. Les listes divers gauche ou présentées par des écologistes ont, elles, vu leur score augmenter au premier tour entre 2008 et 2014.

11

11, c'est le nombre de villes de plus de 100.000 habitants perdues par le PS après les municipales de 2014. Ces villes sont passées à droite, comme Toulouse ou Caen, ou à un autre parti de gauche, comme Grenoble. Avant ces élections, le PS était à la tête de 26 villes de plus de 100.000 habitants, contre 12 pour la droite et le centre. À l'issue du scrutin, la droite détenait 22 villes. Et la présidentielle n'a pas amélioré la situation pour le PS : au premier tour, Benoît Hamon n'a jamais fait parti du trio de tête dans les dix plus grandes villes de France, comme le montre Le Monde.

12

12, c'est le nombre de députés européens PS élus à l'issue des élections européennes de 2014. Arrivé troisième au niveau national, derrière le FN et la droite, le PS n'avait jamais récolté aussi peu d'élus supranationaux depuis la création des élections européennes.

13,30

13,30%, c'est le score obtenu au niveau national par le Parti socialiste au premier tour des élections départementales de mars 2015. C'est le plus mauvais score à ces élections depuis la naissance du PS. Si le parti parvient à conserver 27 présidents de départements sur 98 à l'issue du scrutin, il ne détient plus que 954 conseillers départements sur 4108, l'un des ses pires niveaux

historiques.

5

5, c'est le nombre de présidents de régions venus du PS issus des élections régionales de décembre 2015. Cette année-là, les socialistes essuient une deuxième débâcle aux élections locales après les départementales, et perdent 15 présidences de régions. Le nombre de régions était, certes, passé de 26 à 17, mais, signe qui ne trompe pas, le nombre d'élus régionaux issus du PS a atteint après ces élections son plus bas niveau historique avec 349 conseillers sur 1722.

lci.fr

A Suivre...
La Presse en Revue